



29 mai 2017

Rumeurs projet de rapprochement Engie-Innogy : un nouveau monopoly financier au détriment du service public, des salariés et des usagers

Depuis quelques jours revient l'information sur un possible rapprochement Engie-Innogy. Cette filiale de RWE est spécialisée dans l'énergie décentralisée (réseaux, énergies renouvelables). Une telle opération entrainerait des conséquences importantes tant à l'interne du Groupe que sur le contrôle de l'Etat sur son activité.

Stratégie financière contre développement interne

En premier lieu, la CGT revendique à Engie, depuis des années, le développement en interne et la ré-internalisation d'activités : recherche, développement de nouvelles technologies, maintenance des infrastructures, progression des compétences et des carrières de ses salariés. Au contraire, nous constatons des coupes dans les effectifs, la réduction des effectifs de la recherche, l'externalisation des activités voire leur délocalisation comme c'est actuellement le cas dans l'accueil téléphonique.

La CGT, qui s'est investie dans la négociation de l'accord social européen du Groupe en 2016, porte une transition énergétique progressive qui fasse évoluer le mix énergétique le plus efficacement possible tout en s'appuyant sur les compétences des salariés. Malheureusement, depuis la signature de cet accord, nous ne pouvons que constater combien la politique de la direction d'Engie s'en est éloignée. Celle-ci effectue surtout du monopoly financier : ventes massives d'actifs de production électrique, vente de l'exploration production, vente d'actifs gaziers. Le rapprochement avec Innogy – tel que décrit par la presse - serait une nouvelle opération financière porteuse de nouvelles cessions et de nouvelles destructions dans le Groupe : un nouveau mecano destiné à garder les activités les plus rentables à court terme et à rejeter le reste.

L'Etat abdique son rôle contre les dividendes, la CGT revendique un pôle public de l'énergie

En deuxième lieu, qu'une telle opération capitalistique puisse être envisagée avec l'Etat comme actionnaire de référence en dit long sur la stratégie du gouvernement concernant la politique énergétique dans notre pays. L'Etat depuis de très nombreuses années n'a qu'un rôle secondaire à Engie, laissant la main à ses dirigeants en échange de dividendes élevés. L'Etat a, depuis 2014, fait le choix de se désengager d'Engie, passant en janvier dernier sous la barre du tiers des droits de vote pourtant obligatoire selon la loi. Il pourrait – selon les mêmes informations- profiter de l'opération Innogy pour accélérer sa sortie, dès lors que le gouvernement actuel légiférerait pour permettre une telle opération.

Effectuer ce choix, c'est accepter que l'un des principaux énergéticiens en France ne soit plus sous la

CONTACT PRESSE

Hervé BEQUET 06 09 68 54 94
hbequet@fnme-cgt.fr

FNME CGT

263 rue de Paris 93000 Montreuil
Tél. : 01 55 82 78 00

► fnme-cgt.fr



surveillance permanente de l'Etat, alors que les enjeux d'approvisionnement, de production, de sûreté et de sécurité des biens et des personnes sont primordiaux.

La CGT considère au contraire que le secteur de l'énergie doit être mis au service de la réponse aux besoins, ENGIE doit donc être sous maîtrise publique. Pour cela, la simple détention d'une partie du capital des entreprises ne suffit pas. Il faut en plus – et surtout - une politique énergétique claire et un pôle public de l'énergie disposant de pouvoirs pour la mettre en œuvre.

A défaut, l'énergie est livrée à un marché qui, de l'avis unanime, ne fonctionne pas et aux grands opérateurs, qui cherchent par de l'ingénierie financière à capter la marge. C'est d'ailleurs le deuxième étage de la stratégie de la direction d'Engie : se désengager du marché – trop risqué selon elle - pour aller sur les activités subventionnées, fournissant de meilleures marges financières ... payées par les consommateurs.

Coopération européenne contre concurrence

Enfin, la CGT prône les coopérations, notamment européennes, et propose la création d'une Agence Européenne de l'Energie, afin d'organiser un système énergétique plus sûr, répondant aux enjeux environnementaux et partageant les efforts de recherche technologique.

De telles coopérations sont à des années lumières d'opérations financières comme celle qui se dessine avec RWE-Innogy.

Interlocuteurs :

Eric BUTTAZONI 06 21 53 77 44
Laurent HEREDIA 06 50 39 59 85

[Télécharger le document](#)

CONTACT PRESSE

Hervé BEQUET 06 09 68 54 94
hbequet@fnme-cgt.fr

FNME CGT

263 rue de Paris 93000 Montreuil
Tél. : 01 55 82 78 00

► **fnme-cgt.fr**

